



Campagne mondiale pour l'Éducation 2013

Principaux enjeux

Chaque enfant a droit à un enseignant

Campagne Mondiale pour
l'ÉDUCATION
en France



Chaque enfant (Convention Internationale des Droits de l'Enfant) et chaque adulte (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme) a droit à l'Éducation !

Pour honorer ce droit et aussi atteindre les objectifs autour de la scolarisation universelle, au cœur notamment de l'agenda des objectifs du Millénaire pour le développement qui arrivent à échéance dans deux ans, de nombreux États sacrifient la qualité, l'équité au profit de « l'accès » à tout prix !

Or, il n'existe pas de raccourci vers une éducation de qualité. Si nous voulons que chaque enfant et chaque adulte puisse développer son potentiel grâce à l'éducation, il faut veiller à ce qu'il soit accompagné par un enseignant ou un éducateur qualifiés.

C'est pourquoi la Campagne mondiale pour l'Éducation, dont Solidarité Laïque est membre et relais français, a décidé en 2011, lors de son assemblée générale, de faire un focus pour l'année 2013 sur la formation et la qualification des enseignants, éléments qui doivent être au cœur des politiques de coopération en matière éducative et des politiques nationales d'éducation.

Dans le processus d'éducation, l'enseignant/l'éducateur est central. Sans lui, il n'y a pas d'éducation ! Or, à l'échelle mondiale, il y a un manque crucial d'enseignants pour répondre aux objectifs de l'Éducation pour tous, et un fossé qui se creuse au niveau de la qualité des enseignements, dû au manque d'enseignants formés !

Le recrutement des éducateurs, ces dernières décennies, s'est révélé désastreux pour la qualité de l'éducation. Près de trois quarts des enfants des pays aux plus faibles revenus ne savent ni lire ni écrire au bout de deux ou trois ans de scolarisation. Ceci s'explique par le fait que pour tenir les objectifs, de nombreux pays, au Nord comme au Sud, par manque de moyens financiers, ou par des vues à court terme, adoptent des stratégies nuisant à la qualité de l'enseignement. Les enseignants sont souvent la variable d'ajustement des politiques éducatives, ce qui entraîne des conséquences directes sur la qualité de leur enseignement et les niveaux d'apprentissages, comme le démontrent de multiples études scientifiques.

Alors mobilisons nous autour des enjeux clefs de cette campagne pour défendre le droit à une éducation de qualité pour toutes et tous !



Les neuf enjeux pour une éducation de qualité

Il est donc essentiel que nous continuons à **défendre ensemble le droit à l'Éducation de qualité pour tous et toutes** et que cette année, particulièrement consacrée à la question des enseignants et éducateurs, nous rappelions l'ensemble des enjeux que recouvre cette question :



Enjeu n°1 : Recruter 1.7 million d'enseignants supplémentaires

Le recrutement de 1,7 million d'enseignants supplémentaires est nécessaire d'ici 2015 pour soutenir l'éducation primaire universelle et garantir un apprentissage de qualité !

En effet, 114 pays doivent augmenter leur nombre total d'enseignants d'ici 2015 s'ils veulent assurer au moins un enseignant pour 40 élèves maximum au niveau élémentaire, avec un taux de scolarisation maximal. L'Afrique a elle-seule manque de près de 1 million d'enseignants.



Enjeu n°2 : Un enseignant pour 40 élèves maximum

Il faut exiger un ratio maximum d'un enseignant pour 40 élèves (recommandations de la CME/Unesco et de l'IE) et utiliser le ratio nombre d'enseignant par enfant en âge d'aller à l'école préélémentaire, plutôt que par enfant bénéficiant effectivement d'une éducation préélémentaire! Or aujourd'hui, un tiers des pays dont les données sont disponibles comptent plus de 100 enfants par enseignant !

Parallèlement, des études influentes ont clairement révélé que des classes surpeuplées nuisent aux élèves, et qu'un système d'éducation qui confie 40, 50, 60 ou même 100 élèves à un enseignant ne garantira pas l'apprentissage de ces élèves au mieux de leur capacité. De plus, les classes surpeuplées sont souvent le lot des zones marginalisées, comme les bidonvilles, les zones urbaines pauvre ou bien encore les zones rurales qui ont des difficultés à recruter des enseignants.



Enjeu n°3 : Garantir une formation initiale de qualité

Toutes les futures recrues de l'enseignement doivent bénéficier d'une formation préalable de grande qualité à un niveau supérieur en tenant compte de deux aspects : le niveau de la formation et la qualité de celle-ci.

Aujourd'hui, beaucoup d'entre eux enseignent sans avoir reçu de formation et sont recrutés sur des contrats à court terme. Ces enseignants contractuels sont souvent parachutés dans les zones les plus démunies ou géographiquement marginalisées, renforçant encore plus les inégalités entre les enfants.



Au Mali, 90 % des enfants de deuxième année ne savent pas du tout lire là où seulement 7 % des enseignants des écoles publiques ont bénéficié d'une éducation secondaire et près de la moitié d'entre eux n'ont eu aucune formation.

Cette formation doit s'accompagner d'un réel programme d'enseignement. Ceux-ci sont souvent présents, mais de mauvaise qualité pour répondre aux besoins immédiats plutôt que d'entrer dans un cadre de développement structuré et durable.

Cette formation doit tenir compte des disparités entre les régions pour éviter que les enseignants n'aient d'handicap linguistique, ethnique ou régional quelque soit le lieu où ils seront mutés.

Il est également nécessaire de favoriser la formation d'enseignantes car elles ont un impact positif sur les filles. Pourtant dans les pays à faibles revenus, les femmes représentent en moyenne 81% au niveau pré-élémentaire, 39% au niveau élémentaire et 25 % au niveau du collège. La pénurie d'enseignantes est souvent particulièrement sévère dans les zones rurales défavorisées, souvent là où l'on observe les plus grandes différences entre les sexes en termes de résultats d'apprentissage.



Enjeu n°4 : Garantir une formation en continu

Le métier d'enseignant s'apprend au fil des années. Bien qu'ils doivent impérativement bénéficier d'une formation de base de qualité, il est nécessaire qu'ils puissent accéder à une formation continue pour continuer à apprendre leur métier dans un cadre global structuré et se spécialiser sur tel ou tel domaine.



Enjeu n°5 : Evaluer de manière pertinente

En effet, dans beaucoup de pays en voie de développement, le travail d'enseignant se résume à suivre des instructions, un programme et administrer des tests, en étant classés et évalués selon les résultats des tests et récompensés ou sanctionnés en conséquence. Cette approche semble supposer que l'enseignement se réduit à une formule ou un script, facilement évalué, et assuré par des travailleurs à faibles compétences qui sont motivés par de très petites carottes et de gros bâtons en termes de rémunération et de sécurité de l'emploi.

Ceci mène à une approche de la supervision, du contrôle et de l'évaluation des enseignants qui implique un enseignement basé sur les tests, une rémunération (déjà très basse) qui varie selon les résultats aux tests des élèves et des enseignants contrôlés par des caméras dans les classes. Or cette évaluation ne prouve pas une éducation de qualité.

Les enseignants ont droit à une évaluation pertinente de leur travail bénéficiant réellement à leur perfectionnement.





Enjeu n°6 : Bénéficier d'un salaire décent

Un salaire décent en adéquation avec leur statut professionnel doit être garanti ! En effet, la rémunération est souvent dérisoire, tardive, et peut mettre à mal leur motivation, leur capacité à enseigner et leur volonté à rester dans l'enseignement !

Ainsi, par exemple, ils touchent seulement 125 dollar par mois au Niger et bon nombre d'entre eux parcourent de longues distances pour récupérer leur salaire, souvent versé avec des jours, des semaines ou même des mois de retard. Cette faible rémunération détruit la motivation des enseignants, leur capacité à enseigner et leur volonté à rester dans l'enseignement. Ceci entraîne inévitablement des grèves, de l'absentéisme, une démoralisation et le départ d'enseignants...



Enjeu n°7 : Valoriser et reconnaître le métier d'enseignant

Le métier d'enseignant/éducateur est trop souvent dégradé dans la société. Il doit être valorisé et reconnu. Par ricochets, cette reconnaissance du métier modifie aussi l'image sociale et redonne de la motivation aux enseignants, aux parents, aux élèves...



Enjeu n°8 : Donner un cadre et un statut clair aux enseignants

Il est impératif de donner un cadre et un statut clair pour encadrer la profession avec des conditions de travail précises et universelles et donner la possibilité à tout enseignant de pouvoir se syndiquer et défendre ses droits.



Enjeu n°9 : Avoir des politiques et des financements efficaces

Des politiques et des financements adéquats sont nécessaires pour répondre aux engagements de l'EPT et pour recruter, former et maintenir en poste des enseignants qualifiés. Les pays du Sud consacrent en moyenne 17% de leur budget à l'éducation et 12% à l'éducation de base.

Malgré ces efforts constants, cela ne suffit pas. L'Éducation est une responsabilité partagée, un partenariat mondial où, paradoxalement, les pays du Nord, en dépit des déclarations, tiennent peu ou mal leurs engagements ! La France consacre tout juste 10% de son aide publique au développement (APD) à l'éducation de base et attribue moins de 3% d'APD à la question de la formation des enseignants !

